

Recherche MAJALAT :
La dynamique de la société civile dans la région méditerranéenne :
Termes de référence pour 6 consultants en recherche

Le Consortium de MAJALAT cherche à recruter 6 consultants/es en recherche pour réaliser une recherche sur les dynamiques de la société civile dans la région méditerranéenne.

1. Description et contexte du projet

Cette dernière année, la crise sanitaire du COVID-19 ainsi que les mesures prises par les différents Gouvernements pour y faire face ont eu un grand impact sur les Droits humains et le travail de la société civile. Cette crise a révélé de nombreux dysfonctionnements des systèmes en place, notamment l'accès aux droits économiques et sociaux et a exacerbé les problèmes liés à la sécurité humaine, inclue la question de sécurité digitale. Cette crise a également mis en exergue la précarité des populations en situation de vulnérabilités (femmes victimes de violences, personnes en situation de migration, défenseurs des droits humains, personnes en situation de handicap, minorités sexuelles, etc.).

D'autre part, l'UE a récemment redéfini son partenariat avec la région Sud de la méditerranéenne. L'ensemble de ces considérations ont un impact direct sur certaines des recommandations adressées par des acteurs de la société civile dans le cadre de MAJALAT à l'UE et aux gouvernements nationaux de la région. Dans l'objectif d'approfondir certains aspects du travail déjà réalisé, le Consortium MAJALAT a l'intention de publier 6 recherches respectivement sur les 6 thèmes du projet (Gouvernance et Etat de droit, Migration, Justice climatique, Sécurité et lutte contre la violence, Dialogue économique et social, Jeunesse). La question du genre sera abordée dans tous les thématiques. Les recherches reflèteront la Communication Conjointe de la Commission Européenne sur le partenariat renouvelé avec le voisinage Sud et son impact direct sur ces thématiques. Le Consortium sélectionnera des recommandations clés à approfondir et à mettre en perspective avec l'analyse du travail des acteurs pour les différentes thématiques. Par la suite un/e chercheur/se sera recruté. Le/la chercheur/se se verra offrir un contrat incluant une rémunération pour 15 jours de travail. La publication de la recherche aura lieu le 31 mai 2021. Les contributions finales seront attendues pour le 24 mai.

1.1 Le consortium MAJALAT

MAJALAT est une initiative visant à créer et à promouvoir un espace de rencontre et de dialogue constructif entre la société civile euroméditerranéenne et l'UE. A travers un cycle annuel de rencontres aux niveaux nationaux, régionaux et européens, et la mise en place d'outils et d'espaces virtuels, le projet a pour objectif de mobiliser les organisations de la société civile (OSC), les syndicats, les mouvements sociaux, organisations de jeunesse et etc., afin que tous s'engagent activement dans un dialogue régional structuré avec les institutions européennes dans le cadre du Forum Civil du sud de la Méditerranée organisé annuellement à Bruxelles. Porté et mise en œuvre par la société civile pour la société civile, le projet est conçu comme un processus ascendant, inclusif et participatif.

Chaque année, des organisations de la société civile se réuniront pour discuter et échanger autour de thématiques centrales (bonne gouvernance et Etat de droit, développement économique et dialogue social, migrations, sécurité et lutte contre les violences, justice sociale et climatique), dans les relations entre l'Union européenne et les pays de la région. A partir d'expériences de terrain, les résultats de ces discussions alimenteront le processus de dialogue politique structuré avec l'Union européenne. Interface du projet, la plateforme digitale veut encourager et faciliter la participation d'un maximum d'organisations de la société civile et de citoyens intéressés - en particulier les jeunes et les femmes - au dialogue avec les autorités concernées sur les défis sociaux et politiques majeurs de la région du sud de la Méditerranée et sur les relations entre l'Union européenne et cette région. La plateforme digitale fournit des informations sur les activités du projet et les thématiques prioritaires abordées. Relayée sur les réseaux sociaux Facebook, Instagram, Twitter et Youtube, elle est aussi un espace dynamique d'interaction pour le débat avec des experts et pour l'apprentissage en ligne (modules de cours interactifs, vidéos, diffusion en temps réel des rencontres etc.).

* Majalat signifie " espaces, opportunités, champs et domaines "

Il a été initié et est mis en œuvre par un consortium regroupant six réseaux de la société civile de la région euro-méditerranéenne : le Réseau des ONG arabes pour le développement (ANND), la Confédération syndicale arabe (ATUC), le Forum Alternatif Maroc (FMAS), le réseau Euromed Droits, le Réseau Euromed France (REF) et le réseau européen SOLIDAR. Siègent également au comité de pilotage les organisations suivantes : Arab Campaign for Education for All, Arab Network for Human Rights Information, Disabled People International, l'Observatoire Maghrébin des Migrations, Transparency International, et la Ligue syrienne pour la citoyenneté.

2. Description de la mission à court terme

2.1 Objectif général

Il s'agira à travers ces recherches, de soutenir MAJALAT dans la réflexion et l'accès à l'information sur les politiques de l'UE, aux organisations de la société civile Euro-méditerranéennes. Ces recherches visent à approfondir, pour chaque thématique, une ou plusieurs recommandation(s) clé et fournir une analyse des dynamiques actuelles concernant l'aspect étudié. Elle devra prendre en compte l'impact de la COVID-19 ainsi que le renouvellement du partenariat entre l'UE et la région euro-méditerranéenne. Sur chacun des 6 axes identifiés dans la région. Les recherches et les recommandations seront le reflet de l'impact que la Communication Conjointe de la Commission Européenne sur ce renouvellement du partenariat a sur ces thématiques. Sur la base des résultats de ces recherches, 3 tables rondes nationales seront organisées autour des recommandations politiques de MAJALAT, avec le soutien d'un expert local. L'objectif de ces tables rondes nationales sera d'impliquer les décideurs politiques nationaux dans les travaux du dialogue structuré avec l'Union européenne. Il est proposé d'organiser ces tables rondes dans trois pays : Maroc, Tunisie et Liban. Les points focaux « société civile » dans les délégations de l'Union européenne seront invités à participer aux débats.

Au début de la mission, une réunion de travail sera organisée entre les membres du consortium MAJALAT en charge de chacune des thématiques du projet avec le directeur du projet MAJALAT et les experts thématiques respectifs, afin de délimiter conjointement les axes de travail et de déterminer le planning prévisionnel de la mission. Ces recherches seront validées par le consortium MAJALAT. Les livrables seront les recherches thématiques dans chacun des domaines de travail :

Bonne Gouvernance et Etat de droit : Dans les pays voisins du Sud, la gouvernance et l'État de droit sont particulièrement faibles. Cette faiblesse est particulièrement marquée dans des domaines tels que la transparence, les libertés civiles, la liberté des médias, la participation et la responsabilité politique. En conséquence, la responsabilité globale du gouvernement est faible et la prestation des services du secteur public ne répond pas aux attentes de la société civile et des citoyens. La bonne gouvernance et l'État de droit sont toutefois au cœur des relations de l'UE avec les pays du voisinage sud. La gouvernance et la primauté du droit étant des notions complexes et à multiples facettes, pour cette recherche MAJALAT se focalisera sur :

- Les défenseurs des Droits humains et lancer une étude sur les pays de la région pour collecter des données existantes provenant de différentes sources sur les situations critiques auxquelles sont confrontés les défenseurs des droits humains.
- Cette étude répertorierait également les mesures institutionnelles et politiques prises par les gouvernements nationaux à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et les personnes critiques à l'égard des régimes. Une analyse institutionnelle de l'écosystème national pour aborder les droits de l'homme, la participation des citoyens et la bonne gouvernance pourrait compléter le rapport.
- Cette étude analyserait également les répercussions du nouveau partenariat de l'UE avec son voisinage Sud sur les Droits de l'Homme et les défenseurs des droits humains dans la région.

Sécurité et lutte contre les violences : La région sud-méditerranéenne est fortement marquée par une violence endogène et exogène dont les sources sont ancrées dans l'histoire ainsi que dans des facteurs plus contemporains qui peuvent avoir leurs origines dans des territoires extérieurs à la région. Plus récemment, en 2011, une vague de violence et de radicalisation a fortement frappé la région. Cette vague a illustré la capacité de la violence à s'étendre à l'échelle régionale et mondiale, mais elle a montré surtout la complexité et la multi causalité de ce phénomène. Pour le Consortium MAJALAT, le concept de "sécurité" doit être interprété comme le devoir de l'État de protéger ses citoyens et de leur garantir l'accès à l'ensemble du système des droits humains - droits politiques, civils, sociaux, économiques et culturels. Les points suivants seront étudiés pour cette recherche :

- Propagation des formes numériques d'activisme
- Extension de la surveillance menée par l'État et des restrictions à Internet, qui ont conduit à des restrictions sur les médias et à une réduction de l'espace pour les manifestations et la mobilisation
- Attaques contre la vie privée et les données personnelles
- Augmentation des campagnes de désinformation

Migration : La migration exprime l'accès à la dignité humaine, à la liberté, à la démocratie, à la méritocratie, à la réalisation personnelle et/ou familiale, ou tout simplement, la fuite d'un environnement qui se dégrade. On assiste à la multiplication des formes de déplacements et de parcours, pour s'adapter aux situations de crise et aux mesures juridiques, sécuritaires et coercitives avec des prises de risques démesurées. De ce fait, elle est une thématique structurante et transversale des agendas, à la fois des pays de l'Union Européenne et des pays de la rive sud de la Méditerranée. La mutation de la situation dans le voisinage méridional de l'UE au cours des dernières années en termes de migration a amené l'Union à aborder ces questions dans un certain nombre de résolutions et de politiques, matérialisées par l'adoption de différentes mesures dans les pays d'accueil en Europe et dans les pays de provenance des réfugiés. Pour le thème de la migration, le consortium de MAJALAT se focalisera sur :

- La protection des travailleurs saisonniers travaillant en Europe et dans la région
- Les répercussions du nouveau partenariat de l'UE avec son voisinage Sud sur la protection des migrants et notamment les travailleurs saisonniers travaillant en Europe.

Développement économique et dialogue social : Les politiques économiques et le dialogue social sont des sujets au cœur de la Politique Européenne de Voisinage (PEV). Plusieurs politiques ont été élaborées et instruments mis en place au niveau de l'Union européenne (UE), que ce soit au niveau de sa politique extérieure ou même vis-à-vis de son engagement en faveur de la mise en œuvre des agenda mondiaux, qui visent à faire face aux défis liés au dialogue économique et social et leurs implications pour le voisinage du Sud ; de la coopération au développement. Pour la recherche, dans le cadre des politiques commerciales et d'investissement dans la région, trois questions seront posées

- Évaluation du cadre des politiques de commerce et d'investissement et analyse du passage à l'économie verte et numérique et la résilience économique
- Besoins socio-économiques des pays partenaires du Sud au regard de la pandémie de la COVID-19, les réponses politiques et initiatives entreprises dans le cadre du partenariat
- Les enseignements tirés de l'évaluation des Accords de Libre Echange (ALE) et des négociations des Accords de Libre Echange Complets et Approfondis (ALECA)

Justice sociale et climatique : Le changement climatique représente un défi majeur pour la région méditerranéenne. La plupart des pays du sud de la Méditerranée connaissent une hausse des températures, une raréfaction de l'eau et une désertification croissante. Les phénomènes météorologiques extrêmes deviennent de plus en plus fréquents. Ils ont une incidence sur la qualité de la vie et sur les principaux secteurs de l'économie, ralentissent la croissance économique et exacerbent les tensions sociales et géopolitiques. Les mesures d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques sont donc fondamentales pour promouvoir la croissance, des conditions de vie durables et, enfin, la stabilité et la sécurité dans la région. Les points suivants seront étudiés pour cette recherche :

- Finances et investissement en relation avec les NDICI
- Green deal et politiques nationales d'adaptation
- Evaluation de l'environnement de travail des ONGs sur la thématique et des actions qu'elles mènent pour la justice climatique

Jeunesse : Durant la première moitié des années 2000, l'UE a commencé à mettre en place et/ou soutenir financièrement plusieurs programmes de coopération ciblant des jeunes dans les domaines de : la formation professionnelle, l'emploi, la culture, la mobilité, la lutte contre la violence et malgré le fait que de nombreux documents politiques de l'UE soulignent l'importance du rôle des jeunes et des défis auxquels ils sont confrontés, il n'existe pas de politique spécifique pour les jeunes du Sud de la Méditerranée. Il est essentiel qu'ils participent aux dialogues existants ou futurs entre les OSC et les institutions, et qu'ils disposent de leurs propres espaces pour exprimer leurs priorités. Pour ce thème de la recherche, la problématique sera : Ouvrir des espaces de concertations permanents : les jeunes activistes et organisations de jeunesse indépendantes comme acteurs clé dans les politiques publiques régionales et nationales en Méditerranée.

Il s'agira de :

- Dresser les constats de l'action des jeunes activistes et des OSC de jeunesse dans la région (échelles de travail, relation avec les pouvoirs publics, difficultés rencontrées et forces)
- En se basant sur ces constats, élaborer des perspectives en développant les réflexions et les recommandations choisies par le consortium : la pérennisation d'un espace de dialogue avec les institutions européennes et nationales, la mobilisation et l'appropriation des jeunes activistes de ces espaces, le renforcement des capacités des jeunes en termes de plaidoyer et de levée et gestion des fonds.

Rentrera dans le champ de la recherche l'apport de la Commission européenne sur les questions « jeunesse » dans le cadre renouvellement du partenariat avec le voisinage.

3. Lieu et durée

3.1 Lieu de la mission

La mission se déroulera dans les conditions permises compte-tenu des conditions sanitaires, y compris des contacts réguliers en ligne.

3.2 Dates clefs de la mission

Échéance pour candidater : 26 avril

Recrutement du consultant en recherche : du 26 au 30 avril

Début et de date de fin de la mission : du lundi 3 mai au lundi 24 mai

Remise de la recherche : 24 mai

Publication des recherches : le 30 mai

Présentation des résultats des recherches lors des tables rondes qui seront organisées en Juin 2021

3.3 Informations pratiques

Si vous êtes intéressés veuillez envoyer votre CV et exemples de recherches au plus tard le 26 avril

4. Profil d'experts

La mission nécessite la mobilisation de six chercheurs dans les domaines thématiques suivants :

- Gouvernance et état de droit
- Migration - Justice climatique
- Sécurité et lutte contre la violence
- Dialogue économique et social
- Jeunesse

4.1. Qualifications et compétences

- Un diplôme supérieur dans un domaine thématique respectif
- Compétences écrites et de communication avérées en anglais/français, la connaissance de l'arabe sera considérée comme un atout
- Capacité d'analyse

4.2 Expérience professionnelle générale

- Au moins 5 années d'expérience dans la recherche dans le secteur de la société civile dans la zone du Sud de la méditerranée
- Excellente connaissance des politiques de l'UE dans leurs domaines thématiques respectifs et dans la région
- Une connaissance des instruments et programmes financiers de l'UE dans la région
- Expérience long terme dans les pays du voisinage est un atout